

POUR FREINER LA FRÉNÉSIE DU «MARCHÉ» DES CANDIDATURES

Vers la révision du régime indemnitaire des députés

La frénésie qui s'est emparée du «marché» des candidatures aux législatives du 10 mai prochain, comme jamais auparavant, ne semble pas être du goût du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Au département de Daho Ould Kablia, on semble se préoccuper de ce phénomène qui resurgit à chaque échéance électorale, notamment à l'occasion des élections législatives.

Et le «marché» des candidatures s'est emballé comme jamais auparavant dans la perspective des législatives du 10 mai prochain.

Il faut dire que la démarche du pouvoir, pour limiter l'abstention et les appels au boycott des partis, a de tout temps consisté à encourager les candidatures indépendantes et la «réanimation» de partis qui ne sont tels qu'en pareilles circonstances et qui replongent dans leur sommeil aussitôt les scrutins passés.

Une démarche renouvelée cette fois-ci avec une donne de plus, l'élargissement de la classe

politique avec de nombreux nouveaux partis agréés dans l'attente que d'autres obtiennent leur agrément.

Et c'est à une véritable foire d'empoigne que l'on assiste depuis que la date des prochaines législatives est connue. En plus de la flopée de partis qui s'évertuent dans leur quasi-totalité à présenter des listes dans toutes les circonscriptions électorales, comme pour montrer, pour nombre d'entre eux, une prétendue assise nationale, les listes indépendantes foisonnent. Ces dernières sont le plus souvent initiées par des militants de partis animés du souci de se venger de leurs chapelles politiques qui ne les ont pas retenus, ou par d'anciens cadres et autres commis de l'Etat qui veulent se «payer» une retraite bien dorée avec le statut de député et tous



Daho Ould Kablia.

les privilèges matériels qui l'accompagnent.

Donc, c'est pour limiter à défaut de pouvoir endiguer ce «fléau» que l'idée de revoir le

régime indemnitaire des députés est née au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales. Et c'est son premier responsable qui en a fait part, ce mardi, en marge de la cérémonie d'installation de la Commission de supervision des élections législatives du 10 mai prochain, au Palais des nations.

Pour Ould Kablia, cette revue à la baisse de ce régime sera basée, notamment, sur l'assiduité des parlementaires aux travaux aussi bien en plénières qu'en commissions.

A la base de l'initiative, le fait, dira-t-il, que pour leur majorité, les candidatures sont motivées par les considérations matérielles et autres privilèges et notoriété que suggère le statut de député, non sans généraliser cette tendance puisque, tiendrait-il à mentionner, des candidats ne sont mus que par le souci de servir le pays et le peuple et de mettre en pratique leurs programmes. Pour rappel, les dépu-

tés de l'Assemblée nationale sortante ont adopté, en septembre 2008, exception faite des élus du PT et du RCD qui ont voté contre, le projet modifiant la loi relative au membre du Parlement.

Elaboré par une commission paritaire issue des deux chambres parlementaires, il consacre une hausse conséquente du salaire de base des députés dont le point indiciaire a été triplé pour passer à 15 505.

Pas de financement étatique de la campagne électorale

Au sujet du financement de la campagne électorale, Ould Kablia affirmera que cela relève des partis et des candidats, excluant toute intervention étatique comme souhaitée par nombre de partis, notamment ceux de création récente, qui crient à l'inégalité des chances par rapport à ceux existants depuis des années.

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales a, par ailleurs, évoqué les rencontres organisées par l'ambassade des États-Unis à Alger avec certains représentants de la société civile.

Pour lui, ces conclaves constituent une forme d'ingérence dans les affaires algériennes, affirmant que les autorités algériennes n'étaient pas au courant de ces discussions contrairement à ce que déclarait l'ambassadeur américain à Alger, Henry S. Ensher.

Ould Kablia, qui dit exclure toute mesure contre ces représentants de la société civile, affirme que ce sont ces derniers qui se cachent derrière ce statut et que des responsables de partis politiques qui sollicitent les ambassades et pas le contraire.

M. K.

LÉGISLATIVES

Louisa Hanoune candidate à Alger

«J'ai fait trois mandats et j'aurais aimé ne pas l'être cette fois-ci, mais la commission de candidatures a décidé ainsi, que je sois à la tête de la liste d'Alger.» C'est en ces mots que Louisa Hanoune, SG du Parti des travailleurs, a annoncé sa candidature aux législatives de mai prochain, hier au forum d'El Moudjahid.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Plus qu'optimiste, M^{me} Hanoune est convaincue qu'un «minimum de transparence» serait suffisant pour que le PT raffe la mise.

«Nous avons obtenu 77 sièges en 2007, 17 pour la seule circonscription d'Alger. On nous a volé 51 sièges pour les attribuer à d'autres partis et nous avons des preuves. Nous sommes la première force politique du pays. Le matraquage fait par le président et les garanties qu'il promet pour la transparence de cette échéance cruciale, s'agissant de la neutralité de l'administration notamment, nous permettent d'être optimistes et même si nous n'aurons pas la majorité, nous serons les vainqueurs. Nous représentons plutôt l'alternative», a-t-elle déclaré.

Or, souligne M^{me} Hanoune, à propos de ces garanties justement, et l'implication des juges à travers la commission de supervision des élections installée hier, son parti «jugera sur pièce».

«Nous savons tous que la fraude intervient au niveau des commissions administratives communales qu'il faudrait supprimer du dispositif», a-t-elle suggéré. Et d'annoncer la couleur : «Si on



Louisa Hanoune.

nous vole cette fois-ci, nous manifesterons.»

Sur un autre plan, la porte-parole du PT a estimé que le foisonnement de partis politiques en prévision de cette joute électorale, non seulement il n'apporte aucune valeur ajoutée sur le plan des idées mais il ajoute confusion sur confusion.

«Je pense que c'est plutôt un facteur de découragement pour les électeurs. Comme en Tunisie, avec 120 partis ayant pris part aux élections, où l'abstention était quand même importante. Et le même scénario risque de se produire chez nous avec ces partis qui se réveillent à chaque joute électorale pour commercer des listes de candidatures, ou ces nouveaux partis dont les noms ressemblent à des clubs sportifs et à des journaux ou ces fronts qui

se ressemblent», a-t-elle avancé. Et de proposer : «Je propose de mettre la photo du chef du parti sur le bulletin de vote. Si nous considérons que les jeunes sont instruits et savent lire les bulletins, cela va aider les électeurs âgés, qui votent d'habitude en force, à choisir.»

M^{me} Hanoune n'a néanmoins pas voulu pronostiquer sur la participation à ces législatives : «Je pense que l'électorat est mouvant. Notre peuple est mûr et saura estimer l'importance de ces élections qui désigneront la composition d'une Assemblée constituante, la vraie Constituante parce que celle de 1962 a été confisquée par le parti unique. Tout comme il peut se produire un événement qui pourrait l'amener à boudier carrément ces élections.»

L. H.

AFIN D'EXIGER UNE AMÉLIORATION DES CONDITIONS SOCIOPROFESSIONNELLES

Le personnel de Djenane El Mithak en grève

Le personnel de la résidence Djenane El Mithak a observé, hier matin, un arrêt de travail pour protester contre sa situation socio-professionnelle.

«Lorsqu'il s'agit de préparer des cérémonies ou des dîners en l'honneur d'Abdelaziz Bouteflika et ses invités, nous sommes bel et bien considérés comme un personnel rattaché à la présidence de la République, mais dès que nous demandons une amélioration de notre situation socioprofessionnelle, ils nous disent que nous dépendons d'une EPIC !», dira un travailleur de la résidence de Djenane El Mithak qui a préféré garder l'anonymat.

En effet, le 21 février dernier, un collectif de travailleurs a remis au directeur général de la résidence Djenane El Mithak, une plateforme de revendications, portant essentiellement sur la révision des grilles des salaires, l'amélioration des conditions de travail, notamment le manque d'effectifs.

Le DG, qui a tout d'abord signifié aux contestataires que la décision ne lui revenait pas, leur a demandé un délai de deux mois pour répondre à leurs doléances. Chose que les travailleurs ont catégoriquement refusée, réduisant ainsi le délai à une semaine au maximum. Hier matin, le personnel de Djenane El Mithak, ne voyant aucune réponse favorable venir, a décidé de débrayer, en tenant un rassemblement devant l'accès principal de la Résidence.

Mehdi Mehenni